

Plan de services
en français

French-language
Services Plan

2019-2020

Ministère de la
Justice

Department of Justice



Table of Contents

	Page
Message from Deputy Minister	3
Responses to French Requests	4
French-language Services Inventory	4
French-language Services Coordinator	5
Progress in Reaching Goals and Objectives for 2018-19	6
Goal, Objectives and Measures for 2019-20	20
Priorities of the Acadian and Francophone Community	24
Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community	24

Table des matières

	Page
Message de la sous-ministre	3
Réponses aux demandes en français	4
Inventaire des services en français	5
Coordonnatrice des services en français	5
Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2018-2019	13
Buts, objectifs et mesures du rendement pour 2019-2020	22
Priorités de la communauté acadienne et francophone	24
Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone	24

Message from the Deputy Minister

Bonjour!

I am pleased to present our department's French-language Services (FLS) Progress Report and Plan for 2019-2020. The following plan sets out our goals for the coming year and identifies the achievements made over the past 12 months. Our success is the result of extensive input from divisions across the Department, Nova Scotia Legal Aid (NSLA), and the Public Prosecution Service (PPS).

In the past year, the Department of Justice hired more bilingual employees, provided various French training and tools to staff, translated the entire Family law website content, as well as other successes.

We are committed to supporting the growth of the Acadian and francophone population in this province by making measurable and sustainable progress and improving our programs and services. In collaboration with our various stakeholders, we are advancing and promoting access to our services and programs in both official languages with a focus on those designated areas where it is the most beneficial.

I also want to recognize our staff who have carried out this important work. Their efforts are aimed at making Nova Scotia a place where the rights and safety of all people are protected and promoted with efficient and responsive justice programs and services.

We also welcome your feedback on the plan for 2019-20 and extend sincere thanks to all who helped develop it and all who will contribute to its implementation.

Karen Hudson, QC
Deputy Minister

Message de la sous-ministre

Bonjour!

C'est avec plaisir que je présente le plan de services en français du ministère de la Justice pour 2019-2020 et le rapport sur les réalisations du dernier exercice financier. Le document décrit nos objectifs pour l'année qui vient et ce qui a été accompli au cours des 12 derniers mois. Notre succès résulte de la grande quantité d'informations fournies par les divisions du Ministère, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques.

Au cours de la dernière année, le Ministère a engagé d'autres employés bilingues, a offert aux employés différents cours et outils en français, et a fait traduire tout le contenu du site Web sur le droit de la famille.

Nous nous sommes engagés à appuyer la croissance de la population acadienne et francophone de la province en faisant des progrès mesurables et durables et en améliorant nos programmes et nos services. En collaborant avec nos différents intervenants et en mettant l'accent sur les secteurs désignés les plus profitables, nous augmentons l'accessibilité à nos services et à nos programmes dans les deux langues officielles et nous en faisons la promotion.

Je tiens à reconnaître les employés qui ont accompli cet important travail. Leurs efforts visent à faire de la Nouvelle-Écosse une province où les droits et la sécurité de tous sont protégés et promus grâce à des programmes et à des services efficaces et réceptifs.

Nous aimerions recevoir vos commentaires sur le plan de 2019-2020. Nous tenons à remercier bien sincèrement tous ceux et celles qui ont contribué à son élaboration et qui contribueront à sa mise en œuvre dans l'année qui vient.

La sous-ministre,

Karen Hudson, c.r.

Responses to French Requests

The Department is committed to providing services in French to Acadians and francophones residing in Nova Scotia, in accordance with the *French-language Services Act* and Regulations.

The Department has a French Written Correspondence and Verbal Communication Policy, the intent of which is to provide direction and guidance to employees within the Department to comply with the requirements of the *French-language Services Act* and Regulations.

The policy is to ensure that:

- Written correspondence received in French will be responded to in French; and,
- Verbal requests to communicate in French will be accommodated to the extent possible.

The Department maintains a list of staff able to respond to verbal requests for information. In rare instances, where no staff are available to respond to a verbal request, the request is logged and responded to in a timely manner.

Réponses aux demandes en français

Le Ministère est déterminé à offrir des services en français aux Acadiens et aux francophones qui habitent en Nouvelle-Écosse, conformément à la *Loi sur les services en français* promulguée en 2004 et au *Règlement sur les services en français* adopté en 2006.

Le Ministère a une politique sur la correspondance reçue en français et la communication orale en français pour que ses employés aient l'information nécessaire pour respecter les exigences de la *Loi sur les services en français* et de son règlement.

La politique stipule ce qui suit :

- Nous répondons en français à toute correspondance reçue en français.
- Dans la mesure du possible, nous répondons en français aux communications orales qui nous sont adressées en français.

Le Ministère tient une liste de ses employés qui peuvent répondre en français aux demandes orales d'information formulées en français. Dans des cas rares où il n'y a personne pour le faire, la demande est notée et on y répond en temps opportun.

French-language Services Inventory

The Department of Justice offers various programs and services available in French such as:

- hearings in court in accordance with the Criminal Code;
- interpreters in Provincial Court for criminal matters and in child protection matters; simultaneous interpreters as required at Supreme Court and Appeal Court for criminal matters;
- translated print materials in priority subject areas;
- staff participation in the "Bonjour!" campaign;
- nsfamilylaw.ca available in both official languages
- processing of uncontested applications for divorces in French;
- the Parent Information Program in both official languages in court and online;
- bilingual staff in court administration offices located in designated areas;
- French presentence reports;
- offender supervision in French, upon request;
- French educational presentations about cyberbullying upon request;
- phone and counter services in French in the private security and firearm office and a bilingual Firearms Officer in the Yarmouth area.

PPS provides:

- court proceedings in French in addition to the French-language services required by the Criminal Code; and

- oral and written communication in French with collateral agencies (particularly police agencies) and the public (including accused persons, witnesses and the media).

NSLA offers:

- information on their website in both official languages;
- a 24-hour telephone duty counsel service providing free and immediate legal advice in French or English to people who have been arrested or detained; and
- French-speaking counsel under retainer to represent the accused even if counsel must be from out of province.

Inventaire des services en français

Le ministère de la Justice offre divers programmes et services en français, notamment :

- des audiences en français devant les tribunaux, conformément au *Code criminel*;
- un service d'interprétation à la Cour provinciale pour les affaires criminelles et les questions de protection de l'enfance; un service d'interprétation simultanée à la Cour suprême et à la Cour d'appel pour les affaires criminelles, s'il y a lieu;
- la traduction en français des documents imprimés dans les domaines prioritaires;
- la participation du personnel au programme *Bonjour!*;
- l'accessibilité au site Web nsfamilylaw.ca accessible en anglais et en français;
- le traitement en français des demandes de divorce non contestées;
- le Programme d'information pour les parents (PIP) en anglais et en français au tribunal et en ligne;
- la présence d'employés bilingues dans les bureaux de l'administration des centres de justice dans des localités précises;
- des rapports présentenciels rédigés en français;
- la supervision des détenus en français, sur demande;
- des exposés en français sur la cyberintimidation, sur demande;
- des services en français au comptoir et au téléphone dans les bureaux de la sécurité privée et des armes à feu et la présence d'un agent des armes à feu bilingue dans la région de Yarmouth.

Le Service des poursuites publiques...

- introduit des instances judiciaires en français en plus d'offrir les services en français exigés dans le *Code criminel*;
- communique oralement et par écrit en français avec des organismes parallèles (particulièrement les services de police) et le public (notamment les accusés, les témoins et les médias).

L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse...

- publie sur son site Web des informations dans les deux langues officielles du pays;
- offre gratuitement et immédiatement, et ce, 24 heures sur 24, un service de consultation téléphonique avec un avocat de service qui donne des conseils juridiques en anglais ou en français aux personnes qui sont en état d'arrestation ou qui sont détenues;
- retient au besoin les services d'un avocat qui parle français pour représenter un accusé, même si cet avocat doit venir de l'extérieur de la province.

French-language Services Coordinator

The Department of Justice is Léda Zlotnick, who can be reached by email at leda.zlotnick@novascotia.ca or by phone at 902-424-1274.

Coordonnatrice des services en français

La coordonnatrice des services en français du ministère de la Justice est Léda Zlotnick. On peut la joindre à l'adresse leda.zlotnick@novascotia.ca et au numéro 902-424-1274.

Progress in Reaching Goals and Objectives for 2018-19

Strategic or corporate objectives are taken from the 2018-23 Nova Scotia Strategic Plan for French-language Services (Acadian Affairs and Francophonie).

Objectives	Department Goals and Objectives	Department Planned Measures 2018-19	Progress in Reaching Goals and Objectives 2018-19
<p>Objective 1 – Support to internal administrative structures: strengthening the policy, legislative, and administrative framework.</p>	<p>Champion and support the internal administrative structures by strengthening the policy, legislative and administrative frameworks for the implementation of the French- language Services Act and Regulations by:</p> <ul style="list-style-type: none"> • implementing the Nova Scotia French-language Services Act and Regulations by raising awareness of French-language services, supporting employees and increasing and government’s capacity to deliver services in French. • contributing to the provincial government’s Annual Plan and Progress Report on French-language services. • developing and implementing policies and procedures to support the delivery of French-language Services. 	<p>Justice will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • draft and make public on the Department of Justice website, the 2018-19 French-language Services Accountability Report and the French-language Plan for 2019-2020 in both official languages by March 31, 2019. • review the French training policy and its operational needs tables annually. The departmental FLS coordinator will follow up with each Division on any identified needs by June 30 every year to ensure those identified in the operational needs’ tables are receiving training as identified. • have the French Hearing Protocol, reflecting any change to practices in the courts, published in the Nova Scotia Provincial Court Manual. <p>PPS will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • continue to have a representative on the Department of Justice French-language services committee. • maintain and update a list of Crown Attorneys able to conduct trials in the French-language pursuant to s.530.1 of the <i>Criminal Code</i> • retain a list of staff members able to communicate with stakeholders in French and encourage participation in the “Bonjour!” campaign. 	<ul style="list-style-type: none"> • Published the 2018-19 French-language Services Accountability Report and the French-language Plan for 2019-2020 in both official languages March 31, 2019. • Reviewed and updated the French Training Policy. • Amended the French Hearing Protocol. • Provincial Crown appointed to French-language Services Advisory committee. • Maintained a list of Crown attorney’s capable of conducting hearings in French. Hired two additional bilingual Crown Attorneys. • Completed a survey of staff regarding their level of proficiency in communicating in the French language.

Objectives	Department Goals and Objective	Department Planned Measures 2018-19	Progress in Reaching Goals and Objectives 2018-19
<p>Strategic Objective 2 – Support the development, planning, and delivery of French-language services to the public</p>	<p>Support of French language services development, planning, and delivery to the public by:</p> <ul style="list-style-type: none"> • delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community; • increasing capacity to provide French-language services in priority areas; • supporting French-language training for staff; and • measuring the benefits and effectiveness of French-language training, with course participants. 	<p>NSLA will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • continue to consult with French-language stakeholders. • maintain membership on the Department of Justice French-language Services Advisory Committee. • publish, on the Legal Aid website, excerpts about Legal Aid in both official languages. <p>Justice, PPS and NSLA will:</p> <ul style="list-style-type: none"> • support active offer of French services. • deliver French services and information to the public. • publish applicable external communications, such as press releases, news articles. • offer promotional campaign in both official languages. • maintain some laws in French and English to enhance the delivery of French-language services. • offer various kinds and levels of French training to employees. • offer a variety of translated materials on their websites. • advertise French-language capacity as an asset or as a requirement where appropriate when hiring new staff. • promote programs available in French. • provide services that are available in French. • employ bilingual staff in key service. 	<ul style="list-style-type: none"> • Met with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE). • Attended the Department of Justice French-language Services Advisory committee meetings quarterly. • Published material on the website in both official languages as required. • Carried over to 2019-2020 the translation about the Adult Capacity and Decision-Making. • Maintained French web pages on the Department of Justice correctional services website. • Provided 4 inmates from Northeast Nova Scotia Correctional Facility French language software via educational programming. • Drafted 1 presentence report in French. • Offered 3 French courses this year through Centre canadien de français juridique. • Continued to identify, inform, and encourage employees about opportunities for French-language training. • Proclaimed the new Intimate Images and Cyber Protection legislation and corresponding regulations July 5, 2018. Website available in French at https://novascotia.ca/cyberscan/fr/. • Offered 3 French CyberScan presentations to grade 6 students at Pubnico, Belleville and Wedgeport schools. • Distributed over 4000 French brochures to French schools and police in 2018-19.

			<ul style="list-style-type: none"> • Provided French-language services on the phone and counter services on five occasions in 2018-19. • Distributed over 2000 Firearms brochures. • Advertised for 4 bilingual positions and hired candidates for Halifax, Dartmouth, Yarmouth and Port Hawkesbury. • Provided tools such as FR/EN Lexicons, French Dictionaries and “Le français au bureau” to 5 Justice Centres in designated French regions. • French Training <ul style="list-style-type: none"> • Registered 1 court reporter in extensive 6 weeks of online one-on-one tutoring. • Offered 3 provincial court judges 1 week of French tutoring. • Sponsored 3 provincial court judges to participate to a week of formation linguistique juridique in Caraquet, NB May 2018 and supported 2 judges to participate in another week offered October 2018. • Registered 5 employees who took online French training offered by Université Sainte-Anne. • Registered 12 employees for a variety of levels of French training offered by Université Sainte-Anne. • Offered staff training in Family Law on divorce in Halifax facilitated by the Centre canadien de terminologie juridique (CCTJ) Winnipeg, Manitoba. 5 participated. • Enlisted 22 Justice employees in French Legal terminology training offered by the CCTJ in Halifax, Yarmouth and Port Hawkesbury. • Enrolled 2 Court Reporters for a weeklong
--	--	--	---

			<p>CCFJ training in Charlottetown PEI.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Offered staff French Legal Communication 1 & 2 facilitated by the Université de Saint-Boniface, Winnipeg, Manitoba. 7 took it. • Enlisted 6 employees to study French Legal correspondence offered by the Université de Saint-Boniface, Winnipeg, Manitoba. • Translated modifications to Civil Procedure Rules (CPR) 31, 56 and Practice Memorandum 1 and 13 and incorporated in the French CPR; Amended CPR published on Courts of Nova Scotia website August 2018; New Civil Procedure Rule 59A translated, incorporated in the French CPR March 2019; • Met with AJEFNE to discuss promotion of French Parent Information Program and divorce videos. Delivered French PIP once in 2018-19; • Submitted a discussion paper on jury trial for the Department of Justice senior management and the Office of the Chief Justice to review and provide feedback. • Booked interpreters on 100 occasions, for a total of 290 hours of French interpretation. Two French trials took place and forty-two court appearances were held in French. • Drafted, printed and provided bilingual federal contravention brochures to all Justice Centers for for distribution March 2019. • Translated the content of the Family Law website. • Updated 2 French links on the MEP website. • Submitted 7 bilingual forms to the provincial court forms committee for review and approval. Publication on the Courts of Nova Scotia Website scheduled for 2019-2020.
--	--	--	---

			<ul style="list-style-type: none"> • Drafted family law lexicon for publication on the nsFamilylaw.ca. • Provided legal advice and legal supports to Acadian Affairs as required. Met with Acadian Affairs and Francophonie on 3 occasions. • Identified one legal assistant able to provide French-language services. <p>PPS</p> <ul style="list-style-type: none"> • CCFJ offered online video training. Many from different regions participated. • Registered 4 Crown Attorneys to participate in a weeklong CCFJ training. • French language training through U Sainte-Anne and accessed by 3 PPS employees. • Enlisted 5 staff in French language terminology training. • Engaged 2 staff in French-language correspondence training. • Advertised French components on the PPS website. • Translated “A Survivor’s Guide to Sexual Assault Prosecution” https://novascotia.ca/pps/publications/survivors-guide-to-sexual-assault-prosecution-fr.pdf <p>NSLA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Published in all postings that proficiency in French is a desirable asset in hiring new personnel. • Approved 4 employees to participate in French training at Université Sainte-Anne. • Circulated French Legal terminology training offered by the CCTJ in Halifax and
--	--	--	--

<p>Objective 3 – Communications and consultations with the francophone community.</p>	<p>To engage the Acadian and francophone community through communications and consultations in support to its development and growth, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <p>Supporting the community in its development, through consultation, collaboration and partnerships;</p>	<ul style="list-style-type: none"> • The Department of Justice, NSLA and PPS are tasked with the administration of justice and with encouraging the safety and security of Nova Scotians through justice- related programs, services and initiatives. • On an ongoing basis, the Department, NSLA and PPS will encourage communication with the Acadian and francophone Nova Scotians and champion undertakings that contribute toward the development and growth of French Nova Scotians. 	<p>Port Hawkesbury, 4 staff participated.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Published translated web materials on website: <ul style="list-style-type: none"> • Land Title initiatives https://www.nslegalaid.ca/wp-content/uploads/2018/10/2018-Land_Titles_Initiative_04_10_18-FRENCH-REV.pdf; • Legal Services Between Provinces and Territories https://www.nslegalaid.ca/foire-aux-questions/; • Board of Director’s page; • Non-Resident Referral. • BC Non-Resident Application Nova Scotia. • Updated contact page https://www.nslegalaid.ca/fr/bureaux-de-laide-juridique/. • Offered Social Justice Information in both official languages on the NSLA website. <p>Justice</p> <ul style="list-style-type: none"> • Provided funding to AJEFNE in support of Law Day activities offered to the French students December 2018. • Published 4 ads in “Le Courier” seeking interest from francophones to sit on the ABCs. • Translated two French Presentence Report into English. • Four French letters received were translated into English. <p>NSLA</p> <ul style="list-style-type: none"> • Met yearly with AJEFNE to discuss the needs of Acadians and francophone communities.
--	---	--	--

	<ul style="list-style-type: none">• Consulting and communicating with the community and gain input, feedback and recommendations; and• Ensuring Acadian and French representation on ABCs by encouraging francophones to apply for positions on Agencies, Boards and Commissions.		<p>PPS</p> <ul style="list-style-type: none">• PPS offered bilingual material on their website.
--	--	--	--

Progrès réalisés par rapport aux buts et objectifs de 2018-2019

Les objectifs stratégiques ou ministériels proviennent du Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse pour les services en français 2013-2018 (Affaires acadiennes et Francophonie).

Objectifs	Buts et objectifs	Mesures prévues en 2018-2019	Progrès réalisés par rapport aux buts et aux objectifs de 2018-2019
<p>Objectif 1 – Soutien aux structures administratives internes : renforcer le cadre de travail en matière de politiques, de lois et de règlements et de mesures administratives.</p>	<p>Se faire le champion et assurer le soutien des cadres administratifs en renforçant la politique ainsi que les cadres législatif et administratif pour la mise en œuvre de la Loi sur les services en français et de son règlement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appuyer l'application de la Loi sur les services en français et de son règlement en sensibilisant les employés aux exigences liées aux services en français, en aidant les employés et en augmentant la capacité du gouvernement d'offrir des services en français; • contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement sur les services en français; • élaborer et appliquer des politiques et des procédures pour appuyer la prestation de services en français. 	<p>Le ministère de la Justice...</p> <ul style="list-style-type: none"> • rédigera le rapport sur le plan de services en français pour l'exercice de 2018-2019 et le plan pour l'exercice de 2019-2020 et les affichera en français et en anglais sur son site Web au plus tard le 31 mars 2019; • reverra chaque année sa politique sur les cours de français et les besoins des divisions. La coordonnatrice des services en français du Ministère fera un suivi auprès de chaque division avant le 30 juin de chaque année sur les besoins indiqués afin de veiller à ce que les personnes qui doivent répondre à ces besoins reçoivent la formation nécessaire; • publiera, dans le manuel de la Cour provinciale, le protocole d'audience en français qui reflète tout changement aux pratiques dans les tribunaux. <p>Le Service des poursuites publiques...</p> <ul style="list-style-type: none"> • continuera d'être représenté au sein du comité sur les services en français du Ministère; • gardera à jour une liste des avocats de la poursuite qui peuvent conduire des procès en français afin d'être en mesure de respecter l'article 530.1 du Code criminel. • conservera une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encouragera la participation au programme Bonjour!. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le rapport sur le plan de services en français de 2018-2019 et le plan de 2019-2020 a été publié en anglais et en français le 31 mars 2019. • La politique sur les cours de français a été révisée et mise à jour. • Le protocole d'audience en français a été modifié. • Un membre du Service des poursuites publiques a été nommé au comité consultatif sur les services en français du Ministère. • La liste des avocats de la poursuite qui peuvent conduire des procès en français a été mise à jour. Deux nouveaux avocats de la poursuite ont été engagés. • Un sondage a été fait pour connaître le niveau de compétence du personnel à communiquer en français.

Objectifs	Buts et objectifs	Mesures prévues en 2018-2019	Progrès réalisés par rapport aux buts et aux objectifs de 2018-2019
		<p>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse...</p> <ul style="list-style-type: none"> • continuera de consulter les intervenants francophones; • continuera à faire partie du comité consultatif sur les services en français du Ministère; • publiera sur son site Web des textes sur l'aide juridique dans les deux langues officielles du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'Aide juridique a rencontré l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE). • L'Aide juridique a assisté aux réunions trimestrielles du comité consultatif ministériel sur les services en français. • L'Aide juridique a publié des renseignements sur son site Web dans les deux langues officielles du pays, quand il y avait lieu de le faire.
<p>Objectif 2 – Appui à l'élaboration, à la planification et à la prestation de services en français au public.</p>	<p>Soutenir l'élaboration, la planification et la prestation de services en français dans les secteurs prioritaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en offrant des services et des documents d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone; • en augmentant la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires; • en appuyant l'apprentissage du français chez les employés; • en évaluant les avantages et l'efficacité des cours de français avec les participants. 	<p>Le ministère de la Justice, le Service des poursuites publiques et l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse...</p> <ul style="list-style-type: none"> • appuieront l'offre active de services en français; • fourniront au public des services et des informations en français; • publieront les communications externes pertinentes, comme des communiqués, des articles de journaux; • mèneront des campagnes promotionnelles dans les deux langues officielles du pays; • maintiendront quelques lois en anglais et en français pour améliorer la prestation des services en français; • offriront aux employés différents cours de français à différents niveaux de compétence; • offriront divers documents traduits sur leurs sites Web respectifs; • indiqueront dans les offres d'emploi que la connaissance du français est un atout ou une exigence, selon le cas; • feront la promotion des programmes offerts en français; • fourniront les services qui sont accessibles en 	<ul style="list-style-type: none"> • La traduction du matériel sur la capacité et la prise de décisions des adultes est reportée en 2019-2020. • Les pages en français sur le site Web des Services correctionnels du Ministère ont été mises à jour. • Un logiciel en français a été fourni à quatre détenus à l'établissement correctionnel du Nord-Est dans le cadre des programmes pédagogiques. • Un rapport présentiel a été rédigé en français. • Trois cours ont été offerts en français par le Centre canadien de français juridique (CCFJ). <p>Les employés ont continué de recevoir des informations sur la possibilité de suivre des cours de français et ils ont été encouragés à en suivre.</p> <ul style="list-style-type: none"> • La loi et le règlement sur les images intimes et la cyberprotection (<i>Intimate Images and Cyber-Protection Act</i>) ont été adoptés le 5 juin 2018. L'adresse du site Web en français est https://novascotia.ca/cyberscan/fr/. • Trois exposés sur l'unité CyberSCAN ont été offerts en français aux élèves de 6^e année à Pubnico, à Belleville et à Wedgeport. • Plus de 4000 dépliants en français ont été distribués aux écoles francophones et au service de police en 2018-2019. • Des services en français ont été offerts

		<p>français;</p> <ul style="list-style-type: none"> • embaucheront du personnel bilingue dans les services clés. 	<p>à cinq occasions soit au téléphone ou au comptoir de services en 2018-2019.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus de 2000 dépliants sur les armes à feu ont été distribués. • Quatre postes bilingues à pourvoir ont été affichés et des candidats ont été embauchés à Halifax, à Dartmouth, à Yarmouth et à Port Hawkesbury. • Des outils comme des lexiques français/anglais, des dictionnaires français et <i>Le français au bureau</i> ont été fournis à cinq centres de justice dans les régions francophones désignées. • Des cours et des ateliers de formation en français ont été offerts. <ul style="list-style-type: none"> • Une sténographe juridique a été inscrite à un cours de six semaines de leçons individuelles en ligne. • Trois juges de la Cour provinciale ont reçu du mentorat en français pendant une semaine. • Trois juges de la Cour provinciale ont participé à une semaine de formation linguistique juridique à Caraquet au Nouveau-Brunswick en mai 2018 et deux juges ont assisté à une autre semaine de formation offerte en octobre 2018. • Cinq employés ont été inscrits aux cours de français en ligne offerts par l'Université Sainte-Anne. • Douze employés ont été inscrits aux cours de français offerts par l'Université Sainte-Anne, et ce, à différents niveaux de compétences. • Une formation sur le divorce a été offerte à Halifax aux employés qui travaillent en droit de la famille. La formation était offerte par le Centre canadien de français juridique (CCFJ) de Winnipeg (Manitoba). Cinq personnes ont suivi la formation. • En tout, 22 employés des services juridiques ont été inscrits au cours de terminologie
--	--	---	--

			<p>juridique en français offert par le CCFJ à Halifax, à Yarmouth et à Port Hawkesbury.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Deux sténographes judiciaires ont suivi une formation d'une semaine offerte à Charlottetown (Î.-P.-É.) par le CCFJ. • Le Ministère a offert aux employés la possibilité de suivre les cours 1 et 2 de communication juridique en français présentés par l'Université de Saint-Boniface à Winnipeg (Manitoba). Sept personnes ont suivi les cours. • Le Ministère a recruté 6 employés pour suivre l'atelier sur la correspondance juridique en français offert par l'Université de Saint-Boniface à Winnipeg (Manitoba). <ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère a fait traduire les modifications aux règles de procédure civile no 31 et no 56, de même qu'aux circulaires administratives no 1 et no 13, qui ont été insérées dans les règles de procédure en français. Il a apporté des modifications aux règles de procédures affichées sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse en août 2018. La nouvelle règle de procédure, no 59A a été traduite et insérée dans les règles de procédures en français en mars 2019. • Le Ministère a rencontré l'AJEFNE pour discuter de la promotion du Programme d'information pour les parents en français et des vidéos sur le divorce. Le programme PIP a été offert une fois en 2018-2019. • Le Ministère a présenté à la haute direction du Ministère et au Bureau du juge en chef un document de travail sur le procès avec jury pour qu'on l'étudie et qu'on fournisse des commentaires. • Le Ministère a embauché des interprètes à 100 reprises, ce qui a représenté 290 heures d'interprétation en français. Il y a eu deux procès et quarante-deux auditions en français. • En mars 2019, le Ministère a conçu, imprimé et distribué des dépliants bilingues sur les contraventions à tous les centres de justice pour qu'ils en fassent la distribution.
--	--	--	---

			<ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère a fait traduire le contenu du site Web du droit de la famille. • Le Ministère a mis à jour deux liens sur le site Web du PEOA. • Le Ministère a soumis sept formulaires bilingues au comité des formulaires de la Cour provinciale pour examen et approbation. La publication des formulaires sur le site Web des tribunaux de la Nouvelle-Écosse est prévue en 2019-2020. <p>Le Ministère a conçu un lexique sur le droit de la famille qui sera affiché sur le site nsFamilylaw.ca.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Ministère a fourni des avis juridiques et du soutien à l'OAAF. Il a rencontré l'OAAF à 3 occasions. • Le Ministère a trouvé une assistante juridique qui peut offrir des services en français. <p>Le Service des poursuites publiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le CCFJ a offert des vidéos de formation en ligne. De nombreux employés de différentes régions y ont participé. <p>Le Service des poursuites publiques a inscrit quatre avocats de la poursuite à une semaine de formation avec le CCFJ.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Trois employés ont suivi les cours de français offerts par l'Université Sainte-Anne. • Cinq employés ont suivi l'atelier de terminologie en français. • Deux membres du personnel ont suivi l'atelier sur la correspondance en français. • Le Service des poursuites publiques a annoncé qu'il y avait des éléments en français sur son site Web. • La version française du guide <i>A Survivor's Guide to Sexual Assault Prosecution (Le Guide à l'intention des victimes d'agression sexuelle sur les poursuites judiciaires)</i> est en ligne à
--	--	--	---

<https://novascotia.ca/pps/publications/survivors-guide-to-sexual-assault-prosecution-fr.pdf> .

L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse

- Tous les avis de postes à pourvoir ont souligné que le fait de parler couramment français était un atout.
- Quatre employés ont pu suivre des cours de français à l'Université Sainte-Anne.
- L'information sur l'atelier sur la terminologie juridique en français offert par le CCFJ à Halifax et à Port Hawkesbury a été diffusée. Quatre personnes y ont pris part.
- Le contenu Web traduit a été affiché sur le site Web :
- l'initiative pour l'obtention des titres de propriété https://www.nslegalaid.ca/wp-content/uploads/2018/10/2018-Land_Titles_Initiative_04_10_18-FRENCH-REV.pdf;
- les services juridiques entre provinces et territoires <https://www.nslegalaid.ca/foire-aux-questions/>;
- la page sur le conseil d'administration
- Renvoi d'une demande d'un non-résident
- Demande de non-résident
- La mise à jour des coordonnées à <https://www.nslegalaid.ca/fr/bureaux-de-laide-juridique/>.
- des renseignements sur la justice sociale dans les deux langues officielles du pays.

Objectifs	Buts et objectifs	Mesures prévues en 2018-2019	Progrès réalisés par rapport aux buts et aux objectifs de 2018-2019
<p>Objectif 3 – Communications et consultations avec la communauté francophone.</p>	<p>Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés à :</p> <ul style="list-style-type: none"> • appuyer la communauté dans son développement en collaborant avec elle, en tenant des consultations et en créant des partenariats; • consulter la communauté et communiquer avec elle et obtenir d'elle des commentaires et des recommandations; • assurer la représentation des Acadiens et des francophones au sein des conseils, des agences et des commissions en encourageant les francophones à présenter leur candidature. 	<p>Le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques sont chargés d'administrer la justice et de veiller à la sécurité des Néo-Écossais en utilisant des programmes, des services et des initiatives pertinentes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Sur une base continue, le Ministère, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques encourageront les communications avec les Acadiens et les francophones de la Nouvelle-Écosse et ils se feront les champions des initiatives qui contribuent à l'essor et à la croissance des Néo-Écossais francophones. 	<p>Le ministère de la Justice...</p> <ul style="list-style-type: none"> • a fourni des fonds à l'AJEFNE pour appuyer des activités auprès d'élèves francophones en décembre 2018 dans le cadre de la Journée du droit; • a publié 4 annonces dans <i>Le Courrier de la Nouvelle-Écosse</i> pour inviter les francophones à siéger à un conseil, une agence ou une commission; • a fait traduire deux rapports présenticiels en anglais; • a fait traduire en anglais quatre lettres reçues en français. <p>L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse...</p> <ul style="list-style-type: none"> • a rencontré l'AJEFNE pour discuter des besoins de la communauté acadienne et francophone. <p>Le Service des poursuites publiques...</p> <ul style="list-style-type: none"> • a affiché du contenu bilingue sur son site Web.

Goals, Objectives, and Measures for 2019-20

Strategic or corporate objectives are taken from the 2018-23 Nova Scotia Strategic Plan for French-language Services (Acadian Affairs and Francophonie).

Objectives	Department Goals and Objectives 2019-2020	Department Planned Measures 2019-2020
<p>Objective 1 – Strengthen internal operational structures including policy, legislative, and administrative frameworks.</p>	<p>To champion and support the internal administrative structures by strengthening the policy, legislative and administrative frameworks for the implementation of the <i>French-language Services Act</i> and Regulations, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • implementing the Nova Scotia <i>French-language Services Act</i> and Regulations; • implementing the Official Languages amendments to the <i>Divorce Act</i>; • contributing to the provincial government’s Annual Plan and Progress Report on French-language services; • ongoing development and implementation of policies and procedures to support the delivery of French-language services; and • raising awareness of French-language services, supporting employees and increasing government’s capacity to deliver services in French. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dedicated to drafting and making public on the Department of Justice website, the 2018-19 French-language Services Accountability Report and the French-language Plan for 2019-2020 by March 31, 2019. • PPS and NSLA will continue to sit on the Department of Justice French-language services advisory committee. • NSLA will continue to consult with French-language stakeholders. • Retain a list of staff members able to communicate with stakeholders in French and encourage participation in the “Bonjour!” campaign. • NSLA will publish on their website, information in both official languages. • Implement the official languages amendments to the <i>Divorce Act</i>. • Review the French training policy and its operational needs tables annually to ensure those identified in the operational needs tables are receiving training as identified.
<p>Objective 2 – Develop and deliver quality French-language services and programs to the public.</p>	<p>In support of French-language services development, planning, and delivery to the public, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • delivering services and informational materials that respond to the priority needs of the Acadian and francophone community; • increasing capacity to provide French-language services in priority areas; 	<ul style="list-style-type: none"> • Deliver French services and information to the public on an ongoing basis. • Increase staff understanding of active offer regarding French services as well as increasing and promoting the use of the Bonjour! logo/visual signs by providing bonjour signs/lapel pins. • Promote programs available in French on Twitter, Facebook, and promotional material.

	<ul style="list-style-type: none"> • supporting French-language training for staff; and • measuring the benefits and effectiveness of French-language training, with course participants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Provide, upon request, services that are available in French as well as employ bilingual staff in key service areas. • Encourage, support employee to increase the number of staffs participating in French-language and cultural awareness training. • Translate NSLA web content, forms, brochures, manuals and other publications. • Publish applicable external communications, such as press releases, on Justice, NSLA and PPS websites. • Offer public consultation materials in both official languages. • Maintain some laws in both official languages.
<p>Objective 3 – Maintain on-going dialogue and consultation with the Acadian and francophone community.</p>	<p>To engage the Acadian and francophone community through communications and consultations in support to its development and growth, the Department of Justice, NSLA and PPS are committed to:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Supporting the community in its development, through consultation, collaboration and partnerships; • Consulting and communicating with the community and gain input, feedback and recommendations; and • Ensuring Acadian and Francophone representation on ABCs by advertising for positions on Agencies, Boards and Commissions in both official languages. 	<ul style="list-style-type: none"> • Maintain an open dialogue with representatives of the Acadian and francophone community about Justice matters. • Provide opportunities for the Acadian and Francophone Nova Scotians to contribute to province wide consultations, surveys, focus groups, or other engagement activities in both official languages. • Support French-language services that contribute toward the development and growth of French Nova Scotians. • Represent Justice Nova Scotia on the Working group on Access to Justice in both Official Languages.

Buts, objectifs et mesures du rendement pour 2019-2020

Les objectifs stratégiques ou ministériels proviennent du Plan stratégique de la Nouvelle-Écosse pour les services en français 2018-2023 (Affaires acadiennes et Francophonie).

Objectifs	Buts et objectifs 2019-2020	Mesures prévues en 2019-2020
<p>Objectif n° 1 – Soutien aux structures administratives internes : renforcer le cadre de travail en matière de politiques, de lois et de règlements et de mesures administratives.</p>	<p>Pour se faire les champions des structures administratives internes en renforçant les cadres de planification, d'administration et d'élaboration de politiques pour la mise en œuvre de la <i>Loi sur les services en français</i> et de son règlement et en assurer le soutien, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à appliquer la <i>Loi sur les services en français</i> et son règlement; • à appliquer les modifications à la <i>Loi sur le divorce</i> concernant l'utilisation de l'une ou l'autre des langues officielles du Canada; • à contribuer au rapport d'étape annuel du gouvernement provincial sur les services en français; • à continuer d'élaborer et d'appliquer des politiques pour appuyer la prestation de services en français; • à sensibiliser les employés aux services en français, à appuyer les employés et à augmenter la capacité du gouvernement d'offrir des services en français. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rédiger le rapport sur le plan de services en français pour l'exercice de 2018-2019 et le plan pour l'exercice de 2019-2020 et les afficher en français et en anglais sur le site Web du Ministère au plus tard le 31 mars 2019. • Le Service des poursuites publiques et l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse continueront de faire partie du comité consultatif sur les services en français du Ministère. • L'Aide juridique continuera de consulter les intervenants francophones. • Conserver une liste des membres du personnel qui peuvent communiquer en français avec les parties intéressées et encouragera la participation au programme <i>Bonjour!</i> • L'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse publiera des renseignements sur son site Web dans les deux langues officielles du pays. • Appliquer les modifications à la <i>Loi sur le divorce</i> concernant l'utilisation de l'une ou l'autre des langues officielles du Canada. • Réviser chaque année la politique sur les cours de français et les besoins des divisions pour veiller à ce que les personnes qui doivent offrir des services en français reçoivent la formation nécessaire.
<p>Objectif n° 2 – Élaborer et offrir des services et des programmes de qualité en français à l'intention de la population</p>	<p>Pour appuyer la planification, l'élaboration et la prestation de services en français au public, le ministère de la Justice, l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse et le Service des poursuites publiques se sont engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à offrir des services et des documents d'information qui répondent aux besoins prioritaires de la communauté acadienne et francophone; 	<ul style="list-style-type: none"> • Continuer à fournir des services et des informations en français au public. • Accroître la compréhension qu'ont les employés de l'offre active des services en français et la promotion de l'utilisation du logo, des affiches et des insignes <i>Bonjour!</i> • Promouvoir les programmes accessibles en français sur Twitter, Facebook et dans le matériel promotionnel.

	<ul style="list-style-type: none"> • à augmenter la capacité d'offrir des services en français dans les domaines prioritaires; • à appuyer l'apprentissage du français chez les employés; • à mesurer les avantages et l'efficacité des cours de français avec les participants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur demande, fournir des services qui sont accessibles en français, et avoir du personnel bilingue dans les secteurs clés. • Encourager et aider les employés à suivre des cours de français et l'atelier de sensibilisation culturelle pour que plus d'employés aient des compétences en français et sur la culture acadienne. • Traduire le contenu Web, les formulaires, les dépliants, les manuels et d'autres publications de l'Aide juridique. • Publier les communications externes pertinentes, comme les communiqués, sur les sites Web du Ministère, du Service des poursuites publiques et de l'Aide juridique de la Nouvelle-Écosse. • Offrir les documents pour les consultations en anglais et en français. • Maintenir quelques lois dans les deux langues officielles du pays.
<p>Objectif n° 3 – Communiquer avec la communauté francophone et la consulter.</p>	<p>Pour assurer la participation de la communauté acadienne et francophone et offrir des services qui appuient son développement et son essor, le ministère de la Justice, l'Aide juridique et le Service des poursuites publiques se sont engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> • à appuyer la communauté dans son développement en collaborant avec elle, en tenant des consultations et en créant des partenariats; • à consulter la communauté, à communiquer avec elle et à obtenir d'elle des commentaires et des recommandations; • à assurer la représentation des Acadiens et des francophones au sein des conseils, des agences et des commissions en annonçant les postes à combler dans les deux langues officielles du pays. 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre le dialogue avec les représentants de la communauté acadienne et francophone sur les questions liées à l'administration de la justice. • Fournir à la communauté acadienne et francophone des occasions de participer aux consultations provinciales, aux sondages, aux groupes de discussion et à d'autres activités publiques qui seront dans les deux langues officielles du pays. • Appuyer les services en français qui contribuent à l'essor et à la croissance des Néo-Écossais de langue française. • Représenter le ministère de la Justice au sein du Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur l'accès à la justice dans les deux langues officielles.

Priorities of the Acadian and Francophone Community

The Department of Justice respects the identified priorities of the Acadian and francophone community and tries to meet the unique needs of this population. Through our partnership with l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) and other francophone organizations such as the Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), we have acquired a better understanding of the community's needs. We continue to value these relationships and aim to further advance our affiliation to these and other community partners and organizations.

Priorités de la communauté acadienne et francophone

Le ministère de la Justice respecte les priorités désignées par la communauté acadienne et francophone et essaie de répondre aux besoins spéciaux de ses membres. Grâce à notre partenariat avec l'Association des juristes d'expression française de la Nouvelle-Écosse (AJEFNE) et d'autres organismes francophones, telle la Fédération acadienne de la Nouvelle-Écosse (FANE), nous avons acquis une meilleure compréhension des besoins de la communauté. Nous continuons à valoriser ces relations et à faire progresser notre affiliation à celles-ci et à d'autres partenaires et organismes communautaires.

Contribution to the Preservation and Growth of the Acadian and Francophone Community

The actions and initiatives presented in this plan build upon the groundwork of current Department of Justice French-language services and reflects the Department's steadfast commitment to supporting French Nova Scotians. This plan will continue to guide the efforts of the Department of Justice French-language Services Advisory Committee as it endeavors to actively promote the preservation and growth of the Acadian and francophone community.

Contribution à la préservation et à l'essor de la communauté acadienne et francophone

Les mesures et les initiatives présentées dans le plan découlent du travail préparatoire fait par les services en français du Ministère et reflètent l'engagement du Ministère à appuyer les Néo-Écossais francophones. Le plan continuera à orienter les démarches du comité consultatif sur les services en français du Ministère qui s'efforce de promouvoir activement la préservation et la croissance de la communauté acadienne et francophone.